



Maputo, 29 et 30 mai 2014

L'essor africain
Construire pour le futur

Programme de la conférence

Mercredi 28 mai

Ouverture des inscriptions

18h30–20h30

Réception de bienvenue

Jeudi 29 mai

(Centre de conférence)

Ouverture

8h30–9h:30

Introduction et message de bienvenue :

- Manuel Chang (Ministre des Finances, Mozambique)

Allocution vidéo pré-enregistrée :

- Kofi Annan (Président, Africa Progress Panel)

Allocutions liminaires :

- Christine Lagarde (Directrice générale, Fonds monétaire international)
- Armando Guebuza (Président, Mozambique)

10h00–12h00

Séance plénière I — Nouvelles possibilités et défis pour l'Afrique subsaharienne

*Interprétation simultanée
en anglais, français et
portugais.*

Une grande partie de l'Afrique subsaharienne s'est révélée extraordinairement résiliente face à la crise financière mondiale de 2007–08. La croissance économique est descendue à 3,6 % en 2009, mais elle est vite remontée au dessus de 5,5 % pendant les années suivantes. Pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, la principale difficulté posée par la réduction de la pauvreté est qu'elle nécessite de maintenir une croissance vigoureuse tout en stimulant la création d'emplois et en accélérant la transformation structurelle dans un contexte d'informalité généralisée et alors que la pauvreté est surtout un phénomène rural. Mais pour les autres pays, notamment pour les États fragiles, la priorité absolue reste d'établir une stabilité politique et économique suffisante pour rejoindre le groupe des « lions africains ». En même temps, pour toute l'Afrique subsaharienne, des défis considérables se profilent à long terme, notamment ceux qui découlent du changement climatique et des évolutions démographiques.

Les débats s'articuleront autour des questions suivantes :

1. Comment l'Afrique peut-elle tirer parti au maximum de ses richesses naturelles et quels rôles les secteurs public et privé peuvent-ils jouer respectivement pour que ces richesses soient exploitées dans l'intérêt de tous?
2. Quelles sont les principales tendances mondiales de long terme qui influent sur l'Afrique et comment les décideurs locaux peuvent-ils y faire face?
3. Comment l'Afrique peut-elle répondre au mieux à deux impératifs essentiels à court terme : accélérer la diversification et la



RÉPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



Maputo, 29 et 30 mai 2014

L'essor africain
Construire pour le futur

transformation structurelle, et stimuler la création d'emplois en assurant une croissance économique qui profite à tous?

Animatrice : Nikiwe Bikitsha (Journaliste de radio et télévision)

Participants :

- Aiuba Cuereneia (Ministre de la Planification et du Développement, Mozambique)
- Linah Mohohlo (Gouverneur, Banque du Botswana)
- Ncube Mthuli (Chef économiste et Vice-Président de la BAfD)
- Wang Yong (Vice-Président de China-Africa Development Fund)
- Mahktar Diop (Vice-Président pour l'Afrique, Banque mondiale)

12h30–14h00

Déjeuner — Discours principal :

- Rokia Traoré (chanteuse et fondatrice de Fondation Passerelle, Mali)

Les séances de l'après-midi seront consacrées aux défis particuliers que doivent affronter les économies africaines. Les débats seront organisés en quatre groupes de discussion qui traiteront de quatre thèmes connexes.

14h30–15h45

Groupe de discussion 1 :
Exploiter les richesses naturelles de l'Afrique dans l'intérêt des générations présentes et futures

Interprétation simultanée en anglais, français et portugais.

Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, les industries extractives — pétrole, forêts, mines — représentent une part considérable de la production et la majeure partie des recettes d'exportation. La montée des cours des matières premières a stimulé la croissance économique et les exportations de beaucoup de pays, et le nombre de pays exportateurs de ressources naturelles est en augmentation. Pourtant, la gestion de ces flux continue de poser d'énormes difficultés du fait que les institutions et les structures de gouvernance sont souvent fragiles. Sur le plan macroéconomique, ces difficultés se manifestent par les pertes de compétitivité imputables à l'appréciation des taux de change réels, le caractère restreint de la base d'imposition et la volatilité des marchés des matières premières. Mais il existe aussi des problèmes sur le plan microéconomique, surtout du point de vue fiscal et réglementaire. Malgré l'ampleur des flux commerciaux et financiers, les industries extractives contribuent souvent relativement peu aux recettes budgétaires et, par conséquent, à la richesse de l'État. Les pays d'Afrique subsaharienne riches en ressources naturelles doivent donc se fixer comme un principal objectif de faire en sorte que ces industries leur rapportent davantage, tout en veillant aux intérêts des investisseurs, mais cela reste compliqué. La fragilité des cadres institutionnels, notamment le manque de transparence et de responsabilisation, ainsi que l'existence de groupes d'intérêts puissants rendent souvent ce défi encore plus redoutable.

Les débats s'articuleront autour des questions suivantes :

1. Quelles leçons peut-on tirer du passé pour éviter la malédiction des ressources et exploiter pleinement les richesses naturelles?
2. Quels régimes fiscaux offrent le meilleur équilibre entre État et



RÉPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



Maputo, 29 et 30 mai 2014

L'essor africain
Construire pour le futur

investisseurs, entre risque et récompense?

3. Est-il possible de définir un ensemble de meilleures pratiques internationales applicables partout (c'est-à-dire des règles de transparence et de responsabilisation applicables dans les industries extractives, notamment pour assurer la bonne gouvernance)?

Animateur : Geoffrey Lamb (Conseiller économique et stratégique principal, Fondation Bill et Melinda Gates)

Participants :

- Sarah Alade (Gouverneur par intérim, Nigéria)
- Esperança Bias (Ministre des Ressources minérales, Mozambique)
- Maria Kiwanuka (Ministre des Finances, Ouganda)
- Caroline Kende-Robb (Directrice exécutive, African Progress Panel)
- Clare Short (Présidente, Initiative pour la transparence des industries extractives)

14h30–15h45

*Interprétation simultanée
en anglais, français et
portugais.*

Groupe de discussion 2 :
Financement des infrastructures en Afrique subsaharienne

En matière d'infrastructures, les besoins d'investissement, de remise en état et d'entretien sont encore considérables dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. L'insuffisance quantitative et qualitative des transports, de l'énergie et des infrastructures d'approvisionnement en eau fait obstacle à la productivité, au développement des entreprises et à la compétitivité extérieure. En particulier, la capacité de production d'électricité stagne depuis deux décennies en Afrique subsaharienne, alors que dans le même temps elle a progressé rapidement dans les autres régions. Les subventions énergétiques généralisées et coûteuses ont absorbé une part croissante des ressources budgétaires dans un grand nombre de pays et ont découragé l'investissement dans le secteur énergétique. Mais si les possibilités de financement se multiplient, les capacités de gestion des investissements publics et de la dette demeurent souvent inadéquates.

Les débats s'articuleront autour des questions suivantes :

1. Quel est le rôle des partenariats public-privé dans la fourniture d'infrastructures et comment peut-on réduire autant que possible les risques qu'ils peuvent poser pour les finances publiques? Comment peut-on améliorer les capacités de gestion de l'investissement public et de la dette?
2. Quel est le rôle des grands projets transfrontaliers? Pourquoi sont-ils si difficiles à mettre en œuvre? Et que faire pour en améliorer les chances de réussite? Les banques de développement régionales ont-elles un rôle à jouer?
3. Comment les pays peuvent-ils tirer le meilleur parti des nouveaux instruments de financement, tels que les obligations structurées pour les infrastructures? Quels sont les avantages et les inconvénients des diverses possibilités de financement et quelles conséquences ont-elles pour la viabilité de la dette, la sélection rigoureuse des projets et



Maputo, 29 et 30 mai 2014

L'essor africain
Construire pour le futur

la répartition des risques?

4. Comment peut-on réduire les subventions énergétiques inefficaces, en donnant des incitations à investir, sans léser les plus pauvres?

Animateur : Wallace Kantai (Rédaction économique, NTV)

Participants :

- Alamine Ousmane Mey (Ministre des Finances, Cameroun)
- Seth Terkper (Ministre des Finances et de la Planification économique, Ghana)
- Jean-Marc Gravellini, Directeur des opérations (Agence française de développement, France)
- Hideaki Domichi (Premier Vice-Président, Agence japonaise de coopération internationale)
- Daniel Sloper (Représentant spécial de l'Australie pour le G20)

14h30–15h45

*Interprétation simultanée
en anglais, français et
portugais.*

Groupe de discussion 3 :
Créer des marchés financiers viables, diversifiés et étendus

La finance est indispensable à la croissance à long terme. Or, les marchés financiers manquent de profondeur dans beaucoup de pays africains et n'offrent donc guère de possibilités de financement aux petites et moyennes entreprises, tandis que l'accès du public aux services financiers est trop restreint. Pourtant, les progrès rapides de la connectivité offrent de nouvelles possibilités à tous, même aux pays enclavés les plus pauvres. Illustrées par les établissements de microfinance, la possibilité d'effectuer des opérations bancaires par téléphone mobile et le développement accéléré des marchés de la dette, les innovations de ces dernières décennies ont conduit à l'apparition d'institutions variées dans plusieurs pays, mais leur champ d'activité reste étroit et les banques restent au centre du secteur. Dernièrement, la croissance rapide de certaines banques transfrontalières africaines a suscité des craintes quant au maintien de la stabilité financière compte tenu de l'expansion rapide des établissements locaux et quant au niveau de coopération entre les autorités de surveillance financière.

Les débats s'articuleront autour des questions suivantes :

1. Quels sont les principaux obstacles à l'accès des petites et moyennes entreprises aux financements et les évolutions en cours vont-elles déboucher sur de meilleures conditions de financement?
2. Quelles sont les méthodes les plus prometteuses pour offrir des services financiers à une plus grande proportion de la population? Quelles sont les principales institutions à mettre en place et, à cet égard, les gouvernements devraient-ils encourager la création/le soutien par l'État de banques (de développement), bourses et autres institutions?
3. Quelles difficultés l'expansion des circuits financiers pose-t-elle sur le plan de la réglementation et de la surveillance? Ces difficultés sont-elles bien comprises? Et quelles sont les principales réformes à mettre



Maputo, 29 et 30 mai 2014

L'essor africain
Construire pour le futur

en œuvre pour assurer la stabilité financière tout en soutenant le développement?

Animateur : Aly-Khan Satchu (Directeur général, rich.co.ke)

Participants :

- Ernesto Gove (Gouverneur, Banque du Mozambique)
- Benno Ndulu (Gouverneur, Banque de Tanzanie)
- Tiémoko Meyliet Koné (Gouverneur de la BCEAO)
- Kitili Mbatia (Président, Stanbic Financial Services, Kenya)
- Lucio Vinhas de Souza (Managing Director, Sovereign Chief Economist, Moody's Investors Service)

14h30–15h45

Groupe de discussion 4 :
S'affranchir des fragilités

*Interprétation simultanée
en anglais, français et
portugais.*

Pour les États fragiles d'Afrique subsaharienne et d'ailleurs, les deux grandes priorités consistent à établir la légitimité des institutions politiques et économiques et à encourager la cohésion sociale afin de créer les conditions de la stabilité et de la croissance. Pour être efficace, l'action des pouvoirs publics doit tenir dûment compte de l'environnement social, ethnique et politique, et elle doit être axée sur des objectifs à moyen terme bien définis et réalisables. Des progrès sensibles ont été accomplis ces dernières années, mais plusieurs pays ont encore du mal à s'affranchir de leurs fragilités. Cela étant, cette séance sera consacrée aux enseignements tirés jusqu'à présent et à la voie à suivre pour surmonter au mieux les fragilités, notamment en ce qui concerne les problèmes de gouvernance dans le secteur des ressources naturelles, problèmes qui sont particulièrement aigus lorsque les institutions sont fragiles, et la création d'emplois, surtout pour les jeunes.

Les débats s'articuleront autour des questions suivantes :

1. Quelles sont les principales leçons à tirer de l'expérience des pays qui ont réussi à surmonter leurs fragilités et quelles sont les priorités en matière de renforcement des institutions et de gouvernance?
2. Quels mécanismes permettent de définir efficacement les priorités et d'ordonner les objectifs à atteindre dans les États fragiles et quelles doivent être les priorités de la politique économique?
3. Quel devrait être le rôle des institutions financières internationales comme le FMI pour ce qui est de l'aide aux États fragiles et quelles devraient être leurs priorités?

Animateur : Pascal Fletcher (Journaliste, Thomson Reuters)

Participants :

- Bouaré Fily Sissoko (Ministre des Finances, Mali)
- Thomas Doe-Nah (Centre pour la transparence et la responsabilité, Libéria)
- Adam Elhiraika (Directeur, Division de la politique macroéconomique, Commission économique pour l'Afrique, Nations Unies)



Maputo, 29 et 30 mai 2014

L'essor africain
Construire pour le futur

international, Royaume-Uni)

16h15–17h45

*Interprétation simultanée
en anglais, français et
portugais.*

Séance plénière 2 — Œuvrer à une meilleure répartition des bienfaits de la croissance et à la création d'emplois

L'objectif primordial des pays à faible revenu est de réduire la pauvreté. Comment faire en sorte que l'accélération de la croissance économique en Afrique subsaharienne se traduise par une amélioration du niveau de vie pour la majorité de la population, en particulier pour les plus pauvres? D'après des travaux récents du FMI, les pauvres ont généralement bénéficié de la croissance vigoureuse, mais les écarts de revenus se sont creusés et la création d'emplois a été décevante. Dans un grand nombre de pays, c'est l'évolution du secteur agricole, souvent négligé, qui a déterminé la répartition plus ou moins équitable des bienfaits de la croissance. Les dispositifs de protection sociale, qui peuvent apporter une aide directe aux plus pauvres, sont encore relativement peu développés en Afrique subsaharienne.

Les débats s'articuleront autour des questions suivantes :

1. Quelles politiques peuvent favoriser une croissance économique créatrice d'emplois en Afrique? Quel est le rôle de l'État? Que peut-on faire pour améliorer l'éducation et la formation?
2. Quels secteurs sont appelés à créer le plus d'emplois en Afrique? Le secteur agricole a-t-il un rôle à jouer à cet égard?
3. Quelles conclusions peut-on tirer aujourd'hui du fonctionnement des dispositifs de protection sociale et des systèmes de transferts monétaires ciblés?

Animatrice : Eleni Giokos (Présentatrice principale, Bloomberg TV Africa)

Participants :

- Lucien Marie Noël Bembamba (Ministre des Finances, Burkina Faso)
- Patrus Ananias (ancien Ministre du développement social et de la lutte contre la faim du Brésil)
- Siphon Moyo, Directrice pour l'Afrique de l'organisation ONE
- Antoinette M. Sayeh (Directrice, Département Afrique, Fonds monétaire international)
- Lemma Senbet (Directeur exécutif, African Economic Research Consortium)

17h45–18h45

Séance spéciale entre la Directrice générale et les ministres et gouverneurs africains

Vendredi 30 mai
8h30–8h45

Discours principal
Graça Machel (Membre, Africa Progress Panel)



Maputo, 29 et 30 mai 2014

L'essor africain
Construire pour le futur

8h45–10h15

*Interprétation simultanée
en anglais, français et
portugais.*

**Séance plénière 3 — Transformation structurelle et
développement du secteur privé en Afrique subsaharienne**

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, le secteur public reste la première source de création d'emplois du secteur formel, mais l'expérience des autres pays du monde indiquerait que pour assurer la croissance économique à long terme il convient avant tout de développer l'activité du secteur privé. Si les contraintes sont variées et diffèrent d'un pays à l'autre, beaucoup de pays africains ont néanmoins plusieurs objectifs importants en commun, à savoir la réduction du coût de l'exercice d'une activité économique, la simplification de la réglementation et le développement du commerce. En outre, malgré une croissance économique vigoureuse et soutenue, la transformation structurelle n'a guère avancé dans un grand nombre de pays africains. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, le secteur manufacturier est peu étendu, l'agriculture est caractérisée par une productivité faible et un recours limité à la technologie, et le secteur minier constitue en général une enclave détenue par des intérêts étrangers n'offrant guère de possibilités d'emplois et peu intégrée au reste de l'économie. Cependant, d'après les projections, l'Afrique subsaharienne va bénéficier d'un dividende démographique dans la mesure où la population en âge de travailler va y croître bien plus vite que dans les autres régions du monde.

Les débats s'articuleront autour des questions suivantes :

1. L'Afrique devrait-elle/peut-elle suivre le modèle asiatique, qui repose sur une croissance rapide des exportations de produits manufacturés et une politique industrielle volontariste, ou l'Afrique devrait-elle suivre sa propre voie?
2. Quel rôle doit jouer le secteur privé dans la transformation structurelle et quelles politiques les autorités peuvent-elles mettre en place pour stimuler la création d'emplois et la croissance du secteur privé?
3. Quels sont les principales contraintes qui continuent de freiner le développement du secteur privé en Afrique et que peut-on faire pour promouvoir l'investissement intérieur et étranger?

Animatrice : Eleni Giokos (Présentatrice principale, Bloomberg TV Africa)

Participants :

- Henry Rotich (Secrétaire du Cabinet, Kenya)
- Sarah Alade (Gouverneur par intérim, Nigéria)
- Olivier Blanchard (Chef économiste, Fonds monétaire international)
- Jingdong Hua (Vice-Président et Trésorier, Société financière internationale)
- Andrew Rugasira (Directeur général, Good African Coffee, Ouganda)
- Peter Sands (Directeur général, Standard Chartered Bank)



RÉPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



Maputo, 29 et 30 mai 2014

L'essor africain
Construire pour le futur

10h45–12h15

Table ronde de conclusion : prochaines étapes et actions communes

Les intervenants tireront les principales conclusions de la conférence sur «L'essor africain» :

- Quels sont les défis à long terme, tant au niveau mondial qu'au niveau continental, à prendre en compte dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique subsaharienne?
- Quelles actions les gouvernements, le secteur privé et la société civile peuvent-ils mener de concert au cours de la prochaine décennie et quels sont leurs rôles respectifs?
- Quel est le rôle du FMI en tant que partenaire de l'Afrique subsaharienne, et les conseils économiques du FMI ainsi que son soutien financier et ses initiatives de renforcement des capacités sont-ils suffisants?

Animatrice : Nikiwe Bikitsha (Journaliste de radio et télévision)

Participants :

- Alberto Vaquina (Premier Ministre, Mozambique)
- Christine Lagarde (Directrice générale, Fonds monétaire international)
- Daniel Kablan Duncan (Premier Ministre et Ministre des Finances, Côte d'Ivoire)
- Winnie Byanyima (Directeur exécutif, Oxfam International)
- Bob Collymore (Directeur général, Safaricom, et Directeur de la gouvernance pour l'Afrique, Vodacom)

12h30–13h00

Conférence de presse de clôture